

picodent

le journal des Alternatifs Ardèche - Drôme

Décembre 2010

N° 5 - 2me année

1 € 50

« Cheminots »

Le film est sorti le 17 novembre

Projection en présence du réalisateur
à Portes-les-Valence vendredi 3 décembre
à Cruas jeudi 9 décembre (voir en page 2)

ÉDITO

La 1re année est bouclée avec 4 numéros.

Alors, on continue le Pico-dent ? On continue !

L'actualité est toujours celle de la contre-réforme des retraites ! Même si celle-ci est promulguée. Le changement de gouvernement, c'est de la mousse dont s'empiffrent les médias dominants. Vous trouverez deux exemples de manifs en Drôme et en Ardèche. Une analyse à froid sera faite au prochain numéro.

Certaines organisations, qui se disent « de gauche », ont des pratiques à l'opposé de leurs valeurs déclarées. Ainsi, le dossier de ce numéro est consacré à la gestion de l'espace de restitution de la grotte Chauvet, qui n'est pas sans poser questions. Le collectif 07 de défense et développement des services publics a abordé ce sujet, avec d'autres lors de

ses États Généraux.

Sur le plan de l'emploi, après une analyse chiffrée de la situation, nous abordons aussi les luttes locales plus « sociales » voire salariales, telles que celle des Payen, celle des Lejaby.

À l'international, un retour du Maroc mais également un compte rendu de la visite de la coopérative Mondragon, au pays basque.

Et l'actualité des Alternatifs, c'était le congrès de Rouen mi-novembre. Dans l'attente des textes finaux de ce congrès, qui seront sur le blog, un aperçu par des participantes locales.

Bonne lecture...et bonne fin d'année.

Daniel

GESTION DE LA GROTTA CHAUVET

Les alternatifs opposés au choix du SMERGC

Le Syndicat Mixte de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet (SMERGC) a choisi d'en confier la gestion à un délégataire au lieu de prendre l'option d'une gestion publique. Le Collectif ardéchois de défense et développement des services publics, au sein duquel les Alternatifs sont présents et actifs depuis sa création, s'insurge contre ce choix



(pages 6 et 7)

SOMMAIRE

- ÉDITO p. 1
- CULTURE - EXPRESSION p. 2
- AUTOGESTION - DÉMOCRATIE p. 3
- AUTOGESTION - INTERNATIONAL p. 4
- FÉMINISME - INTERNATIONAL p.5
- DÉMOCRATIE p. 6 et 7
- RÉSISTANCES p. 8 et 9
- SOUTIEN AUX LUTTES p. 10 et 11
- MOUVEMENT SOCIAL p. 12



Coin lecture - ciné - culture

« Travailler moins pour culturer plus... »

La Dissociété

Jacques GÉNÉREUX

éditions du Seuil, collection Points

C'est une livre qui date de 2006 et réédité en 2008.

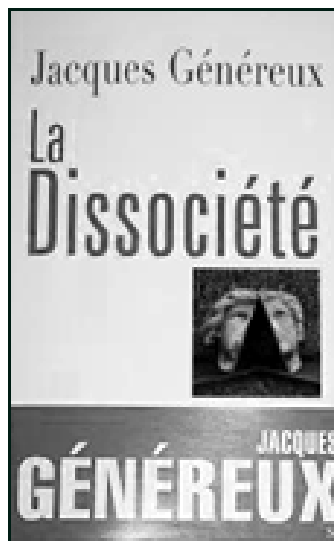
Ce livre invite les militants à mener la « bataille culturelle », il veut rallumer les citoyens éteints et réveiller les militants endormis.

Pour Généreux, il existe 3 types de société : la dissociété, titre du livre, l'hypersociété et la société de progrès humain. Les deux premières sont les deux faces de la même médaille, qui place le progrès matériel en amont du bien-être. L'auteur décortique et démonte le système néolibéral, qu'il ne confond pas avec le libéralisme classique,

en remontant jusqu' à la naissance de l'humanité. Il montre entre autres que dans le monde vivant, ce qui a permis l'adaptation et le développement, c'est la coopération, bien plus présente que la compétition.

À partir des fondements philosophiques et anthropologiques de la pensée politique moderne, il passe en revue les dernières décennies des sciences pour refonder le discours politique.

Bref, un livre quasi philosophique et très politique, à lire absolument pour dépasser à la fois l'activisme et la fatalité.

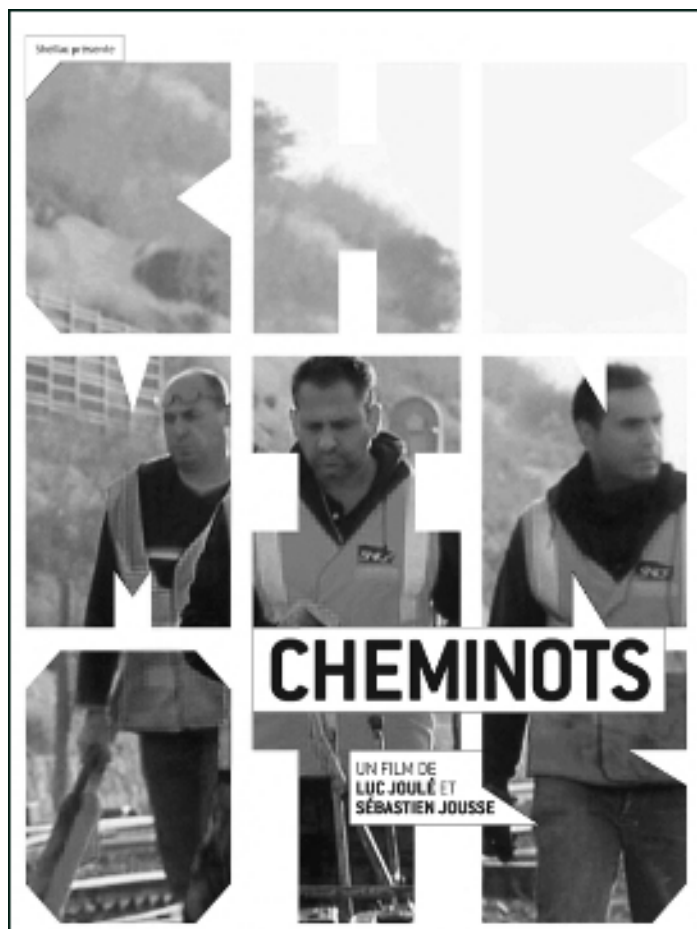


Le film a d'ores et déjà été programmé à Portes-les-Valence (26) vendredi 3 décembre.

Projection - débat prévue le 9 décembre au Ciné - Théâtre de Cruas (07).

Film « Cheminots »

Sorti le 17 novembre 2010



Un train entre en gare de la Ciotat. Les images historiques des frères Lumière révèlent une évidence : le train met la société en mouvement. Elles ouvrent un voyage dans l'univers des cheminots d'aujourd'hui.

Au fil des rencontres, en découvrant leur travail quotidien, apparaît le fonctionnement de cette entreprise de service public. Depuis sa création le chemin de fer a fédéré des métiers différents. Une communauté s'est construite autour d'une culture du travail et de la solidarité. Aujourd'hui, l'heure est à l'ouverture à la concurrence. Le réseau et les services sont séparés, les métiers cloisonnés. Les cheminots se sentent de plus en plus isolés. Le bouleversement est profond. Le sens même du travail et son efficacité sont remis en cause. Au-delà des cheminots, l'ensemble de la

la mare aux anars

billet de (mauvaise) humeur

RETRAITES AUX FLAMBEAUX

Ils nous espéraient fatigué-e-s et résigné-e-s, prêt-e-s à nous faire dépouiller sans réaction... des Liliane Bettencourt par dizaines de millions signant les yeux fermés les chèques de nos années de vie.

Abus de faiblesse !!!

Les voyous de nos campagnes chauffaient les pieds des paysans pour les voler... Eux nous ont tant chauffé les oreilles que le pays s'en est enflammé, toutes générations confondues.

Dans les cortèges joyeux et colorés, on a vu défiler lycéen-ne-s, étudiant-e-s et jeunes précarisé-e-s aux mots d'ordre ravageurs.

Les papys et les mamys flingueurs ont passé le flambeau de la révolte à leurs petits-enfants, et ça... ça me met de bonne humeur !!!

Patrocle

société est touché. Tout au long du voyage, le cinéma et la mémoire éclairent le temps présent : Ken Loach, le réalisateur de « The Navigators », observe que ce même mouvement a mené la privatisation du chemin de fer anglais à sa faillite, sociale et financière. Le Grand Résistant Raymond Aubrac en appelle à l'opinion publique et à son information. Ce mouvement de libéralisation remet en cause les fondements mêmes de notre modèle républicain.

Congrès des Alternatifs

Un travail sur l'analyse de la mutation du système capitaliste

Nous étions cinq camarades de Drôme-Ardèche lors de ce congrès à Rouen : quatre femmes et un homme, la parité n'a pas été respectée !!!

Pour nous quatre, il s'agissait de notre premier congrès des Alternatifs ; pour Daniel, il en a vu d'autres ! Ce fut un congrès très instructif, laborieux et très sympathique !

Ce congrès a travaillé sur l'analyse de la mutation du système capitaliste (financiarisation de l'économie, crise écologique...) dans cette époque charnière marquée par un mouvement social exceptionnel en opposition à la contre-réforme des retraites, la politique du pilori...

Un approfondissement du projet autogestionnaire a été repoussé au second trimestre 2011.

Dans la période actuelle, quelle reconversion ? Quelle transition sociale et écologique vers l'autogestion ? Ce texte est très important pour nous Alternatifs. Faire naître, grandir des germes d'alternatives au cœur de ce système de domination et d'exploitation, proposer des alternatives concrètes (biens communs, sociaux, publics.) De la reprise autogestionnaire des entreprises à l'alter-dévelop-



pement en passant par les actions pour l'égalité des droits pour tous, désobéissance civile, grève, etc... Le printemps sera une belle saison pour l'éclosion de ce texte !!!

Les Alternatifs confirment leur démarche d'un parti-mouvement autogestionnaire, féministe, écologique et altermondialiste. Ils sont pour la construction de fronts politico-sociaux larges face à ce système capitaliste et productiviste et optent pour un front commun avec toutes les forces de la gauche de transformation et écologique.

Plusieurs motions d'actualité ont été adoptées :

- sur l'emploi, le chômage et la précarité,
- appel à signer le référendum initié par Politis pour exiger que Sarkozy stoppe la mise en œuvre de la loi sur la réforme des retraites (Alternatifs, FA-SE, ACU),
- éducation : soutien à « l'appel de Bobigny », que nous considérons comme une

avancée,
- solidarité avec le peuple Sahraoui,

- le mouvement sur les retraites « Un mouvement d'une puissance exceptionnelle ». Mobilisation de contestation dépassant largement les mobilisations de 1995 et 2003, sur une durée plus longue, avec en filigrane le thème des retraites, mais aussi avec plus d'auto-organisation. Mobilisation d'un caractère politique incontestable.

Enfin le congrès a décidé que notre prochaine Université d'été se tiendrait début juillet 2011 près du site de Notre-Dame des Landes en Loire Atlantique sur le thème de l'Écologie.

Congrès très autogestionnaire !!!!
À lire sur le site : www.alternatifs.org

**Lumikko,
Monique, Patricia**



MONDRAGON

Des dizaines de milliers de travailleur-se-s qui dirigent leur entreprise : ça marche !

En octobre 2010, plusieurs de nos camarades ardéchois-e-s ont rendu visite au groupe coopératif basque Mondragon. Ce groupe composé d'environ 120 coopératives rassemblant 80.500 membres associé-e-s est une organisation unique au monde.

En 1956, cinq jeunes Basques suivent un prêtre républicain - José Maria Arizmendiarieta - et décident de fonder une coopérative en posant les principes de base de ce qui deviendra le groupe Mondragon : l'entreprise se doit d'être détenue et dirigée par ses seul-e-s travailleur-se-s avec une direction nommée et révocable par l'Assemblée générale de ses coopérateurs. Très tôt fut aussi créée la banque Caja Laboral, dont le but était de collecter l'épar-

gne locale pour la mettre à disposition des coopératives. La relation entre la Caja Laboral et la coopérative financée est basée sur un équilibre entre l'indépendance de la banque à l'égard de chaque projet et son contrôle par ses coopératives-membres. Exclues par le régime franquiste du régime général de la sécurité sociale espagnole, les coopératives créèrent en 1967 leur propre mutuelle Lagun-Aro. Les contrats passés entre les coopératives d'une part, et la Caja Laboral et Lagun-Aro d'autre part, permettront ainsi d'esquisser ce que sera le futur groupe coopératif Mondragon Cooperativa Corporacion. Les coopératives sont les entités de base de Mondragon. Elles sont donc théoriquement libres de rejoindre ou de se séparer du groupe. Inversement, le groupe accepte ou refuse de nouvelles coopératives en fonction de ses priorités de développement. Au minimum une fois par an l'Assemblée générale des

membres-associés élit l'équivalent d'un conseil d'administration ; ainsi que des organes spécifiques en charge d'assurer un dialogue permanent entre les travailleur-se-s de l'entreprise et la direction. La direction du groupe est élue par le Congrès coopératif de Mondragon réunissant 650 délégués des différentes coopératives. Les coopératives peuvent posséder des filiales en Espagne ou à l'international. Dans un tel cas, les travailleur-se-s de ces filiales n'ont pas le statut de coopérateurs, mais sont des salarié-e-s qui ne participent pas à la gestion de leur entreprise. C'est le cas de Fagor-Brandt, la filiale française de Mondragon rachetée en 2005. Que penser de cette expérience ? L'essentiel des entreprises du groupe Mondragon sont des coopératives de production qui se doivent pour survivre de s'inscrire dans la logique du marché. Cette limite était déjà signalée par Rosa Luxembourg dans « Réforme

sociale ou révolution ? » D'où pour la coopérative de production, la nécessité contradictoire pour les ouvriers (...) de jouer vis-à-vis d'eux-mêmes le rôle d'entrepreneurs capitalistes. » Ainsi pour certains, cette expérience coopérative se serait éloignée des idéaux du mouvement et se comporterait comme un vulgaire employeur capitaliste à l'égard des nombreux salariés non-coopérateurs, évoluant dans la logique productiviste de la mondialisation néolibérale. Il n'en reste pas moins vrai que l'expérience de Mondragon nous montre qu'une économie dont les unités se coordonnent et sont dirigées par ses propres travailleur-se-s n'est pas une utopie et qu'un autre monde est possible. (un dossier complet écrit par Benoit Borrits et relatant la visite des Alternatifs à Mondragon Corporacion est visible sur le site des Alternatifs www.alternatifs.org)

Michaël

Un bateau français pour Gaza

Le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) et la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, conformément à leurs chartes respectives, lancent l'initiative : « Un bateau français pour Gaza ».

En s'engageant dans cette voie pacifique, nous voulons aujourd'hui :

- * dénoncer et briser le siège israélien contre Gaza,
- * promouvoir et faire respecter le droit international,
- * répondre à la crise humanitaire que subissent un million et demi de Palestiniens de Gaza.



Un bateau français pour Gaza : un acte citoyen...

- * parce que nous refusons de voir un million et demi de personnes sous blocus,
- * parce que la Communauté internationale doit imposer la levée totale du blocus de Gaza,
- * parce que nous n'acceptons pas que nos États se contentent de paroles jamais suivies d'actes,
- * parce que la première Flottille de la liberté a montré qu'une action citoyenne peut

rompre le mur de l'indifférence.

Le Collectif Solidarité Palestine de l'Ardèche méridionale, auquel participent activement

les Alternatifs, s'associe à l'initiative « Un bateau français pour Gaza » pour briser le siège illégal de la bande de Gaza, au nom du droit et de la justice.

Pour soutenir la campagne « Un bateau français pour Gaza »

* Chèque à libeller à "MRAP - Un bateau pour Gaza France" et à adresser au MRAP, 43 boulevard Magenta 75010 Paris.

* Si vous souhaitez effectuer un don par virement DOMICILIATION : CRÉDIT COOP GARE DE L'EST
CODE BANQUE : 42559 - CODE GUICHET : 00003
N° COMPTE : 41020017913 - CLÉ 71

Les dons sont déductibles de vos impôts à hauteur de 60 %.

Site internet : <http://www.unbateaupourgaza.fr/>

Diffusé par
le Collectif Solidarité Palestine de l'Ardèche méridionale
04 75 36 44 38

La Couverture Vivante aux Portes du désert à Zagora au Maroc

**Avec le collectif "Femmes en Marche" de Romans
Du 3 au 10 novembre 2010**

Brigitte, Sandrine, Christiane et Françoise ont emporté 20 kg de la Couverture Vivante qui représentent 10 pans, le matériel pour installer un atelier de fabrication de carrés et une exposition photos...

Bel accueil à l'hôtel où le personnel a pris en charge l'accrochage de la Couverture dans le hall. Nous étions accueillies par le RAZDED, un réseau d'associations du Sud Marocain qui recevait les "Citoyens du Monde" et son Congrès des Peuples. La Couverture a été une fabuleuse créatrice de liens entre la quarantaine de personnes des Citoyens du Monde, les associations du RAZDED, le personnel de l'hôtel...

La Couverture, exposée, interpelle...

Elle est admirée et suscite des questions. Nous l'avons présentée dans les moments informels : nous étions très sollicitées. Il y a eu aussi une présentation officielle au Congrès des Peuples et au RAZDED.

Au bout de deux jours de présence, l'atelier installé dans le hall a commencé à fonctionner. Des associations présentes du RAZDED ont amené beaucoup de leurs adhérentes, surtout des jeunes, filles et garçons de Zagora même. Ils - elles se sentaient très concernées pour confectionner leur carré et écrire leur message.

La connexion internet nous a beaucoup aidées : le site de

la Couverture était constamment visité. Nous avons eu quelques difficultés pour l'écrire. Un groupe de jeunes s'est mis à la traduction et nous a sorti dans les deux heures en arabe la présentation - flyer de la Couverture et le formulaire du message.

Des contacts ont été pris pour continuer la "chaîne"

Nous avons rencontré une représentante de l'association de développement culturel et social de Zagora qui est intéressée pour initier un atelier de confection de carrés auprès des femmes de Zagora. Un autre contact est pris avec une association de femmes dans le village de Bni Zoli ; un artiste résidant dans ce même village a peint deux carrés aux couleurs du désert. Toutes ces personnes sont reliées par le réseau du RAZED.

L'organisation en associations est très importante : elle structure les initiatives des citoyenNEs en les reliant entre elles. Elle s'appuie sur les structures traditionnelles. Un exemple : le responsable du RAZDED est chef de tribu de son bourg. Les jeunes et les femmes sont très présentes et, nous avons pu le constater, très actives. La question du genre est abordée dans toutes les discussions. Ce qui est très étonnant pour nous qui sommes habituées plutôt à l'imposer. Étonnant aussi le mixage des jeunes : filles - garçons, voilées - pas voilées.

Sur place une trentaine de carrés ont été réalisés par des jeunes de Zagora dans l'atelier permanent installé dans le hall de l'hôtel, et par des participantES au Congrès des Peuples ; une personne travaillant à l'hôtel nous a apporté deux carrés le jour de notre départ. Nous attendons d'autres carrés.

Françoise Maquin



Voici quelques-uns des messages que nous avons rapportés...

« En tant qu'artiste peintre, je rêve de communiquer avec tous les peuples du Monde sans limite, transcendant les obstacles ethniques ou religieux pour recréer un Monde de paix où règnent les valeurs de l'humanité, de citoyenneté et de partage... »
(Mohamed Bannour, Zagora)

« Ce carré pour toutes les femmes du Monde : rassurez vous, on arrive ! »
(Tanati El Batoul Zagora)

« Je participe, donc nous sommes... »
(Abdessadek Yahansal 18 ans Zagora)

« Notre première nationalité est l'humanité. »
(Mohamed Chaid de Beni Zoli).

« La Couverture Vivante, c'est un travail de terrain pour les femmes du Monde. »
(Khoumani Chamia, 22 ans Zagora)

Grotte Chauvet

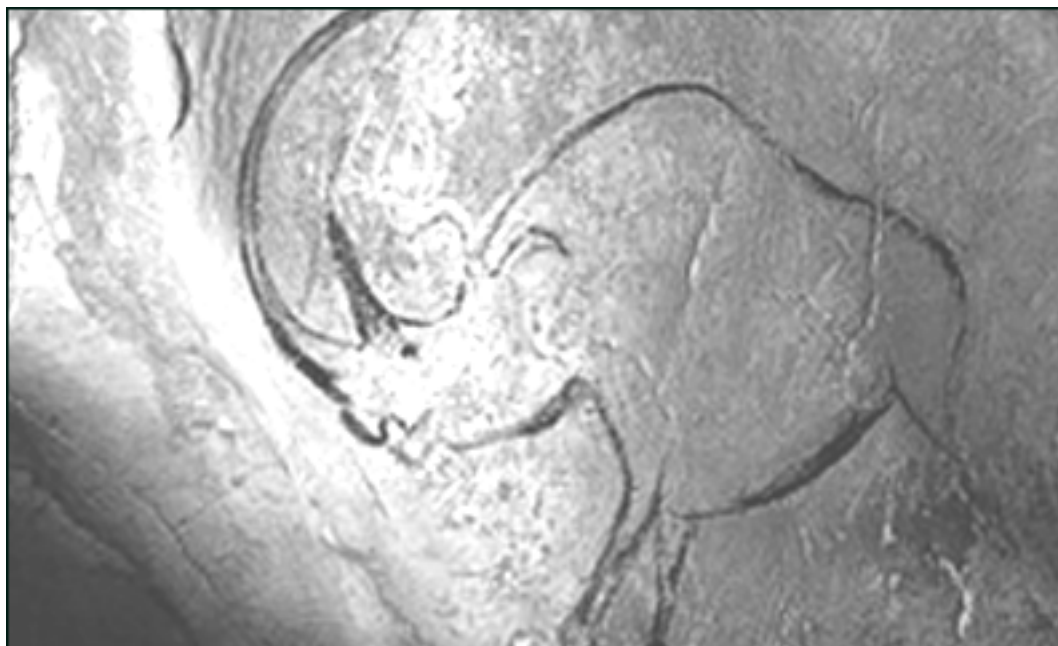
LA CULTURE, NOTRE HISTOIRE, COMME L'EAU, NE SONT PAS À VENDRE !

La grotte Chauvet, située à Vallon-Pont-d'Arc, découverte en 1994, est un bien commun de l'Humanité. Elle est la grotte ornée de peintures rupestres la plus ancienne au monde (32 000 ans). Pour des raisons de conservation, elle restera très légitimement à jamais fermée au grand public. Un Espace de Restitution de la Grotte Chauvet (ERGC) va être créé. Cet ERGC est géré par un syndicat mixte (SMERGC) composé d'élus régionaux - 5 - et généraux - 5 également.

Sa réalisation est quasi intégralement financée par des fonds publics, 40 millions d'euros, à parts égales entre l'Europe, l'État, la Région et le Département. Le restant, 3 millions d'euros, sera apporté par le délégataire.

Petit rappel : le SMERGC a choisi de confier la gestion de cet espace à un délégataire, comme souvent les communes le font pour l'eau, au lieu de prendre l'option d'une gestion publique.

Le collectif ardéchois de défense et développement des services publics, au sein du-



quel les Alternatifs sont présents et actifs depuis sa création, s'insurge à double titre contre ce choix.

* Par principe, car pour nous le bien public doit rester sous gestion socialisée,

* Et dans le cas présent, parce qu'une majorité d'élus de gauche se comporte dans leur vote comme n'importe quelle assemblée de droite. Dans cette histoire, le pompon réside dans le fait que le seul élu du Front de Gauche, par ailleurs secrétaire fédéral du PCF, vote comme ses collègues.

En juin dernier, le collectif dans son ensemble s'étonne de ce choix de DSP (délégation de service public) et envisage les actions à mener. Fin juin, un communiqué est envoyé à la presse (voir page suivante) et le principe d'une pétition est discuté.

Mais ça freine au sein du collectif où le PC siège de nouveau après une longue absence.

Début octobre, le lancement de la pétition au niveau du collectif est acté. Mais ensuite, lorsqu'elle est mise en ligne sur le site national de Convergences services pu-

blics, le PCF se rétracte ainsi que deux associations.

Ce fonctionnement et ce retard dans le lancement de la pétition nous interrogent. Ils sont symptomatiques des divergences lorsqu'il s'agit de prendre des décisions concrètes en accord avec les valeurs défendues.

Nous, Alternatifs, avons défendu d'emblée le principe du communiqué et de la pétition. Pourquoi ?

1. Parce que la démocratie et le débat public n'ont pas été respectés dans cette opération. Les citoyens ont appris presque par hasard que le SMERGC avait lancé cet appel d'offres. Aujourd'hui, si la population peut être informée, c'est en grande partie grâce à l'initiative du collectif.

2. Parce que, pour nous, un bien public tel que le trésor de la grotte Chauvet doit être sous gestion publique. Nous avons l'expérience de la gestion de l'eau où les multinationales se gavent sur les consommateurs au profit de leurs actionnaires. Ici, il y a fort à parier que ce sera aussi une multinationale qui emportera le morceau.

3. Parce que nous nous insurgeons contre le fait que

des collectivités « de gauche » choisissent de confier cette gestion au privé. Les 350 000 visiteurs annuels attendus vont engendrer des services, des infrastructures. Quels seront les contrats des employés, qu'ils soient « culturels », de restauration en plus généralement de services ?

Lors des États généraux des services publics, le 18 novembre dernier, l'élu régional PC du Front de gauche a défendu sa position sans pour cela être convaincant. Pré-tendre que le vote ne préjuge pas du choix final d'une multinationale relève de la can-deur.

Aujourd'hui, quelle association ou groupement peut soutenir la comparaison financière avec des groupes multinationaux tels qu'Eiffage, Vinci, ... ?

Ce positionnement du PCF n'est pas sans effet sur la dynamique du Front de gauche en Ardèche. Le PG, cohérent, est sur la même position que la nôtre. Cela influera-t-il, entre autres, sur le débat politique et sur la perspective des élections cantonales prochaines ?

**Communiqué du Collectif Ardéchois
de Défense et de Développement des Services Publics**

**LA GROTTTE CHAUVET EST UN BIEN PUBLIC ! LA GESTION DE
L'ESPACE DE RESTITUTION QUI VA PRÉSENTER AU PUBLIC
L'ESSENTIEL DE CE TRÉSOR DOIT DONC ÊTRE PUBLIQUE !**

La Grotte Chauvet est un bien commun de l'Humanité ! L'Espace de Restitution qui permettra au public d'accéder à l'essentiel de ce trésor anthropologique et culturel va exister pour une très grande part grâce à des fonds publics. En toute logique sa gestion doit relever du Service Public.

Le Collectif Ardéchois de défense et de développement des Services Publics, composé d'organisations syndicales, associatives, politiques, ne comprend pas que le Syndicat Mixte, responsable de l'Espace et composé uniquement d'élus, ait au contraire, pour en assurer la gestion, fait le choix de recourir à une Délégation de Service Public, ce qui en général, aboutit à la confier à un opérateur privé. (Et

dans le cas qui nous occupe, pour une durée de 20 ans !)
Le Collectif lance aujourd'hui cette pétition avec l'ambition de susciter un large débat et de recueillir un nombre important de signatures qui seront adressées aux membres du Syndicat Mixte afin qu'ils reviennent sur leur décision, au nom de l'intérêt général.

Nous comptons sur vous pour la signer et la faire signer autour de vous !

Les organisations membres du Collectif qui sont signataires de la pétition : CGT, FSU, Solidaires, Confédération paysanne, PG, NPA, les Alternatifs, ATTAC Drôme-Ardèche, FOL)

PÉTITION

La grotte Chauvet, découverte en 1994, est un bien commun de l'Humanité, un trésor anthropologique et culturel qui doit être mis à la portée de toutes et tous à travers la restitution en fac-similé de ses éléments principaux (l'original pour des raisons de conservation va très légitimement rester à jamais fermé au grand public)

L'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet (ERGC) doit relever d'une démarche cohérente de Service Public. Le fait que sa réalisation soit quasi intégralement financée par des fonds publics, y compris européens, en témoigne d'ailleurs positivement : le trésor culturel de la Grotte Chauvet est par là reconnu par les Pouvoirs Publics pour ce qu'il est un bien commun de l'humanité, d'une valeur patrimoniale inestimable. Dans ces conditions, on comprend mal que le Syndicat Mixte, organisme public responsable du projet et composé exclusivement d'élus régionaux et départementaux, ait d'emblée choisi de placer la gestion de l'Espace dans le cadre d'une Délégation de Service Public, décision prise sans débat public ouvert largement à la population, alors qu'il est justement professé par ailleurs que le trésor qui orne la grotte est le bien commun de l'Humanité !

Nous, signataires de la présente pétition, n'acceptons pas cette décision !

Au vu des considérants suivants, nous affirmons qu'il faut placer l'ERGC en Régie Publique !

** L'Espace va exister pour l'essentiel grâce à des fonds publics,*

** Il va permettre d'accéder aux trésors de la Grotte*

Chauvet, bien culturel et patrimonial de l'humanité, de développer à leur sujet des études et des recherches. Il ne peut être considéré comme une marchandise !

** En conséquence les élus qui en sont responsables ne peuvent soumettre l'Espace à des impératifs de rentabilité financière mais doivent au contraire mettre en place une politique publique ayant l'ambition de permettre, au mieux et dans la durée, l'accès du plus large public possible aux œuvres préhistoriques présentées.*

** L'Espace lui-même va générer tout un ensemble de réalisations qui elles aussi vont exister grâce à des fonds publics.*

** Déléguer la gestion à un opérateur privé, c'est rester dogmatiquement dans une logique libérale qui consiste à socialiser les coûts (et éventuellement les pertes ultérieures !) tout en cédant les profits au Privé. Tous les jours, on mesure les effets dévastateurs de cette démarche sur la satisfaction des grands besoins sociaux, dont la culture.*

** Il existe dans la Fonction Publique un personnel compétent, permettant des recrutements adaptés ainsi que des emplois statutaires et durables.*

** Enfin, pour nous signataires, exiger une Régie Publique, c'est permettre, bien mieux qu'avec une délégation de Service Public, une politique de promotion de cet important atout économique et culturel que constitue l'Espace et à laquelle de multiples acteurs de la Société Civile pourraient participer. Nous voulons favoriser l'élaboration collective et l'appropriation de cet équipement par la population du territoire, dans le respect d'un travail scientifique et pédagogique de haut niveau.*

Nom	Prénom	Localité	Qualité	Signature

À adresser au **Collectif services publics FSU - Maison des Syndicats, 25 avenue de la Gare 07000 PRIVAS**
Pour signer électroniquement... <http://www.convergence-sp.org/spip>

Destruction d'emplois et précarité accrue en Ardèche et en Drôme

La crise financière amorcée au cours de l'été 2007 a engendré depuis deux années la crise économique la plus importante depuis 1929. Les conséquences sur l'emploi sont très importantes en France et en Rhône-Alpes (2e région économique). Mais du fait de la structure économique de notre région, qui est loin d'être homogène, les effets sont contrastés. C'est dans les zones d'emploi où le chômage est le plus faible (nord et nord-est) que la progression du nombre d'emplois a été la plus forte. Cependant, les taux de chômage les plus élevés se situent toujours dans le sud de la région où ils continuent de s'aggraver.

En Ardèche et dans la Drôme, l'indicateur des mouvements d'inscriptions et de sorties du chômage (taux de rotation) reste nettement inférieur à la moyenne régionale.

Les risques d'enracinement dans le chômage de longue ou de très longue durée sont plus élevés que dans l'ensemble de la région. Le taux de sortie pour retour à l'emploi déclaré y est inférieur de près de quatre points à la moyenne régionale.

Les données impliquent une analyse plus précise du fait de la diversité des zones d'emploi au sein même de ces deux départements.

Ardèche :
déclin de l'emploi industriel,
forte précarité et chômage de longue durée

Entre le troisième trimestre 2007 et le second trimestre 2010, l'emploi a reculé de 11,7 % dans l'industrie et de 1,6 % dans la construction. Il s'est stabilisé dans le commerce avec + 0,1 % et a progressé de 2,6 % dans les services (données brutes*1).

L'activité industrielle ne représente plus que 29 % des emplois (DB) contre 39,9 % dix ans plus tôt. Le département a perdu plus de 4150 emplois industriels (dont la moitié dans le textile) depuis 2004, il enregistre une baisse à un rythme de 4,1 % par an (données CVS*2). La perte d'emploi dans ce secteur s'élève à 5 500 depuis 2000. Le nord de l'Ardèche est particulièrement touché même si la baisse des effectifs de ce secteur n'affecte pas que cette zone géographique, notamment avec les plans sociaux prévus à Lejaby et Payen.

La progression du secteur tertiaire (+2,8 %) et la stabilisation des effectifs dans la construction, observée depuis 2004, n'entraînent pas une évolution rapide de l'emploi alors que la population active augmente. L'Ardèche compte 59 950 emplois salariés (dont 43 000 dans les établissements de plus de 10 salarié-e-s), un niveau d'effectif correspondant à celui du milieu d'années 2007. La crise aura affecté l'emploi de manière durable dans ce département.

Le nombre de demandeurs d'emploi recensés par Pôle emploi dans les catégories ABC s'élevait à 19 913 fin septembre 2010, en hausse de 6,3 % sur un an. Ce chiffre a progressé de 7,4 % chez

les femmes et le taux de demandeurs d'emploi de longue durée (+ d'1 an) représente 54,6 %. La progression des demandeurs d'emploi atteint même 7,1 % sur un an en Ardèche méridionale.

En septembre 2010, les entrées au chômage résultaient à 50,4 % de fins de contrats à durée déterminée et de missions intérim. On observait une baisse des licenciements économiques par rapport aux années 2008 et 2009 mais une augmentation des fins de missions de courtes durées. Les sorties officielles du chômage pour reprise d'activités ne représentaient que 29,5 % contre un peu plus de 40 % pour cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation et les radiations administratives (sources Pôle emploi *3).

Selon un rapport (*4) sur les mouvements de main d'œuvre des établissements d'au moins 10 salarié-e-s, les CDD et CDI et transferts représentaient respectivement 88,6 %, 9,2 % et 1,9 % des entrées contre 81,3 %, 15 % et 3 % en Rhône-Alpes. En Ardèche méridionale, le caractère saisonnier de l'emploi aggrave encore cette situation puisque le CDD, les CDI et les transferts représentent respectivement 94 %, 5,3 % et 0,5 % (record régional) et les fins de CDD (88,6 %) étaient nettement supérieurs aux données de Pôle emploi. La zone d'emploi d'Aubenas détenait le record régional de taux de chômage avec 13,3 % contre 9,3 % pour Annonay.

Drôme :
hausse importante du chômage et activité de plus en plus dépendante du tertiaire

Entre le troisième trimestre 2007 et le second trimestre 2010, l'emploi a reculé de

6,4 % dans l'industrie, il a légèrement progressé dans le commerce avec + 1,1 % et de 3,6 % dans les services (données brutes). Le secteur industriel représente 24,9 % des emplois (DB) mais la Drôme a perdu plus de 2 250 emplois industriels depuis 2004 à un rythme de 1,4 % par an (données CVS).

L'évolution annuelle atteint +3,2 % dans le secteur tertiaire (10 000 emplois créés depuis 2004) mais les effectifs dans la construction affichent une évolution négative (- 2,1 %) depuis 2007. La Drôme compte 131 500 emplois salariés, l'augmentation est largement imputable à la croissance du secteur tertiaire.

Le nombre de demandeurs d'emploi recensés par Pôle emploi dans les catégories ABC s'élevait à 33 690 fin septembre 2010, en hausse de 7,4 % sur un an. Il a progressé de 7,2 % chez les femmes et le taux de demandeurs d'emploi de longue durée (+ d'1 an) représente 53,45 %. La progression des demandeurs d'emploi atteignait 9,1 % sur un an dans la Vallée de la Drôme et 7 % dans le Sud Drôme.

En septembre 2010, les entrées au chômage résultaient à 40 % de fins de CDD et de missions intérim. On observait une baisse des licenciements économiques par rapport aux années 2008 et 2009 (- 42,8 %). Les sorties officielles du chômage pour reprise d'activités ne représentaient que 29 % contre un peu plus de 44 % pour cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation et les radiations administratives (sources Pôle emploi).

En 2009 (*5), les mouvements de main d'œuvre des établissements d'au moins 10 salarié-e-s, les CDD et CDI et transferts représentaient respectivement 84,1 %, 12,4 %

et 3 % dans la Drôme. La zone d'emploi Crest-Die détenait le record de précarité puisque les CDD, les CDI et les transferts représentaient respectivement 88,6 %, 10,9 % et 0,5 % et les fins de CDD (76,7 %). Le taux de chômage oscillait entre 9,6 % (Drôme-Ardèche Nord) et 11,7 % (Drôme-Ardèche sud), il n'a cessé de progresser depuis mars 2008.

Les deux départements du sud de la région cumulent de nombreux handicaps et il existe des disparités importantes entre les zones d'emploi. La concentration de l'activité se renforce au nord et dans le couloir rhodanien. Le déclin industriel est fortement marqué en Ardèche qui a perdu deux fois plus d'emplois industriels que la Drôme où la population active est deux fois supérieure. Le secteur tertiaire reste faible (59,5 %) et peu créateur d'emplois en Ardèche alors qu'il est le moteur de l'activité dans la Drôme (65,3 %). Mais la précarité et la flexibilité de l'emploi ne cessent de s'accroître dans les deux départements quels que soient les secteurs d'activité.

Depuis le début de la crise, le chômage s'est accru plus vite dans les bassins plus industrialisés mais se résorbera plus vite qu'au sud, et particulièrement qu'en Ardèche méridionale et en Drôme provençale. Ces deux territoires détiennent les taux les plus élevés de chômeurs, de demandeurs d'emploi de longue durée et de bénéficiaires du RSA, en outre les taux d'activité féminins y sont les plus faibles de Rhône-Alpes. L'activité touristique, tant vantée par les responsables politiques et les chambres consulaires, ne peut constituer le seul levier économique car elle a surtout pour effets de renforcer la concentration de richesses au bénéfice de quelques privilégiés et l'exclusion et la précarité pour le plus grand nombre.

La crise capitaliste est loin d'être terminée et les destructions d'emplois vont se poursuivre dans les prochains mois. Les délocalisations industrielles affectent également nos territoires. La récu-

États généraux du service public en Ardèche

Les États généraux ardéchois du service public se sont tenus le jeudi 18 novembre à Privas. Ils ont rassemblé 120 personnes : militant-e-s associatifs pour la défense des hôpitaux d'Aubenas et de Privas, pour une gestion publique de l'eau, d'ATTAC, des syndicalistes CGT et FSU et des militant-e-s politiques des Alternatifs, du Nouveau parti anticapitaliste, du Parti de gauche et du Parti communiste français et citoyen-ne-s. Ils étaient organisés en perspective des États généraux nationaux qui se dérouleront les 29 et 30 janvier 2011 à Orly. Cette initiative est soutenue au niveau national par une quarantaine d'organisations associatives, syndicales et politiques (dont les Alternatifs).

En Ardèche, ils se sont déroulés en présence de Jean-Michel Drevon, animateur du Comité national pour les États généraux des services publics. Cinq thèmes avaient été retenus par le Collectif ardéchois de défense et de développement des services publics : santé, éducation, révision générale des politiques publiques (RGPP), eau

et l'espace de restitution de la grotte Chauvet (ERGC). L'éducation n'a pu être traitée faute de temps. Pour la santé, Lynes Avezard de l'Association des usagers et personnel de santé pour la défense de l'hôpital de Privas, pour la RGPP, Jean-Marc Gardes et deux camarades de la CGT de la Fonction publique, pour l'eau, Richard Neuville en tant que membre de l'Association des consommateurs de la Fontaulière (ACF) et du Comité de résistance et d'initiatives citoyennes (CRIC) du canton de Villeneuve-de-Berg, et enfin pour la grotte Chauvet, Bernard Defaix au nom du Collectif services publics, ont introduit les débats en essayant de dépasser le stade des constats et en formulant des propositions. L'objectif de ces États généraux départementaux sont en effet d'adresser un "cahier d'exigences" au niveau national qui bien évidemment ne peut se limiter aux thèmes abordés le 18 novembre comme l'énergie, les transports, logement, etc... tant les besoins sont immenses en Ardèche. Les débats ont donné lieu à des échanges constructifs

et consensuels. Seule la délégation de service public de l'espace de restitution de la grotte Chauvet décidé par le syndicat mixte (composé de représentants des Conseils général et régional) a pu faire apparaître de fortes divergences.

La soirée s'est conclue par l'intervention de Jean-Michel Drevon qui a rappelé la nécessité de défendre les services publics en posant les questions de propriété, de périmètres de gestion, de modes de gestion et de la composition des instances de gestion. Il a indiqué que les propositions retenues par les États généraux nationaux seront soumises aux candidat-e-s de gauche à l'occasion de la prochaine élection présidentielle.

Pour vivre dignement au Pays, la lutte pour la défense et le développement des services publics de qualité et de proximité est essentielle au regard de la justice sociale, de la solidarité et d'un aménagement équilibré du territoire, mais également dans le respect des contraintes écologiques nécessaires à la qualité de la vie sur cette planète.

Pour signer la pétition contre la délégation de service public de l'Espace de restitution de la grotte Chauvet :

<http://www.convergence-sp.org/spip.php?article1302>

pération de certaines entreprises par les travailleur-se-s devrait être portée avec plus d'acuité et la réduction du temps du travail remise à l'ordre du jour par la gauche de transformation sociale et les organisations syndicales.

*1.- Données brutes : statistiques des établissements de 10 salariés et plus.

*2.- Corrigées des variations saisonnières : emploi salarié toutes tailles d'établissements

confondues.

*3.- Il convient d'attribuer une forte relativité aux chiffres communiqués mensuellement par Pôle emploi, qui s'appuient sur les déclarations des demandeur-se-s d'emploi et qui ne reflètent que partiellement la situation de l'emploi quand on sait qu'entre 25 et 30 % des travailleur-se-s sont privé-e-s d'emploi ou subissent une très forte précarité.

*4.- Rapport DIRRECTE - Pôle emploi, Zones sensibles, N°1, juin 2010. Les données utilisées sont de 2009.

*5.- Idem.

*6.- Zones emploi INSEE.

*7.- Le Collectif ardéchois de défense et de développement des services publics a été créé en 1998 par la CGT et la FSU. En 2003, il s'est ouvert aux citoyen-ne-s, secteurs associatifs, élu-e-s, et organisations politiques. Les Alternatifs en sont membres actifs depuis cette date.



CHEZ LEJABY AU TEIL

la reprise de la production sous gestion ouvrière est-elle envisageable ?

Le 21 octobre, une soirée de soutien avec les travailleuses de l'usine Lejaby était organisée au Teil. Cent trente personnes s'étaient donné rendez-vous pour débattre de leur avenir.



Les travailleuses seraient soutenues par les élu-e-s de la ville du Teil et de la Communauté de communes. Intéressés par la démarche, plusieurs militant-e-s Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme étaient présent-e-s. La veille, les salariées avaient appris l'annulation du plan social du groupe par le tribunal pour vice de procédure dans la transmission des informations au comité central d'entreprise (CCE). Le plan prévoyait 193 licenciements sur 652 salarié-e-s et la fermeture de trois unités de production : Bellegarde, Bourg-en-Bresse (Ain) et Le Teil (Ardèche) sur cinq en France. En septembre, les travailleuses avaient occupé le siège à Rillieux-la-Pape (Rhône) pendant deux semaines avant de trouver un accord sur le montant des pri-

mes de licenciement (15.000 euros).

Mais le groupe, racheté à l'Américain Warnaco par l'Autrichien Palmers en 2008, va déposer un nouveau plan social pour maintenir son projet de délocalisation en Tunisie et en Chine et confirmer son intention de ne conserver que les usines de Rillieux-la-Pape et Yssingeaux (Haute-Loire).

Pour les travailleuses de l'usine du Teil (60 salariées), l'issue ne fait donc pas de doute et cette décision ne fait que reculer l'échéance. Dans ces conditions, l'opportunité d'une reprise de la production fait débat malgré la moyenne d'âge des salariées et la spécialisation de l'usine. Si l'idée de reprise était tentée, les Alternatifs seraient à leurs côtés pour les soutenir.

Richard



Bulletin d'abonnement

à adresser à : Picodent, les Bérangères 26400 ALLEX

Ce journal représente un coût assez élevé pour notre petite organisation. C'est pourquoi nous lançons une campagne d'abonnement pour nous permettre d'amortir une partie du budget engagé. Votre modeste contribution peut être une occasion de nous soutenir dans nos engagements militants sociaux, écologiques, féministes, autogestionnaires, internationalistes et altermondialistes.

Abonnement électronique : 5 euros par an / papier : 10 euros par an.

Nom, Prénom :

Adresse postale :

Adresse électronique :@.....

Je souhaite m'abonner au journal des Alternatifs 26 - 07.

Je choisis la version électronique.

Je souhaite recevoir la version papier à mon domicile.

Je souhaite être informé-e par la liste électronique des activités des Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.

Je souhaite adhérer ou prendre contact avec les Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.

Je souhaite recevoir trois exemplaires de Rouge & Vert (journal national).

GROTTE CHAUVET

Le COLLECTIF
ARDÉCHOIS
DE DÉFENSE
ET DE
DÉVELOPPEMENT
DES SERVICES
PUBLICS

organise

une
SOIRÉE
PUBLIQUE

le
15 décembre
2010
20 h 30

espace
Combegayre
AUBENAS

picodent

le journal des Alternatifs 26 - 07

Directeur de publication : Jean SAGNARD,
quartier Sougeyrol 07200 VOGUË
Tél. 04.75.37.76.87

Éditeur : ALTERNATIFS 26 - 07

Publication : imprimerie le CRESTOIS
B.P. 217 - 26400 CREST

Publication bimestrielle Journal édité à 130 exemplaires
<http://alternatifs0726.over-blog.com>

Saint-Julien-en-Saint-Alban

LA LUTTE DES "PAYEN" !

À l'usine Payen de St-Julien - en- St-Alban, les ouvrierEs du textile furent en grève pendant 23 jours contre le projet de relocalisation et de licenciements. Le plan de "sauvegarde de l'emploi", annoncé le 14 septembre, prévoyait, sur 54 employéEs, la suppression de 14 emplois et la relocalisation de 20 sur les autres sites, Berrias et Les Vans.

Pour qui connaît la région, cela semble totalement incongru. St-Julien est proche des axes routiers principaux de la Vallée du Rhône, il est à proximité de ses clients. Les sites de Berrias et Les Vans, au bout de l'Ardèche méridionale, certes très touristiques, impliqueront des coûts de transports plus importants, une logistique plus lourde. Pour les ouvrierEs de Payen, aucun doute, c'est la fermeture de l'usine d'ici 2 ans ou au maximum 5 ans. Comment retrouver un emploi sur le bassin de Rhône-Alpes le plus touché (sud Ardèche) ? Le patron, Pierre Payen, est aussi détenteur d'un fonds de placement (Financière Pierre Payen), géré par sa fille, dont le capital social de 9 601 209 euros est deux fois supérieur à celui de l'usine. Pourrait-on penser que l'argent provient des profits réalisés par le travail de ses salariéEs ? Autre anomalie, la délocalisation permettait d'é-

conomiser 300.000 euros, alors que la somme à trouver pour sauver l'usine s'élève à 3 millions d'euros. Autrement dit, ce ne sont pas la délocalisation et les licenciements qui vont pérenniser le sort de l'usine et maintenir les emplois restants. L'usine est considérée comme leader sur le marché des fils synthétiques techniques destinés à des articles d'habillement et de matériel spécialisés de haut de gamme, elle n'est donc pas en concurrence avec les fabricants à bas coût de main d'œuvre des pays dits "émergents". La situation de cette entreprise n'est donc pas la même que celle des autres usines textiles victimes de la mondialisation capitaliste. Pourrait-on mettre en cause une mauvaise gestion financière et commerciale qui profiterait sans doute aux intérêts de P. Payen, qui souhaite partir en retraite en brandant les ouvrierEs ... ? Les revendications des salariéEs portent sur la mise en place d'un projet industriel viable avec le développement d'une structure commerciale, d'un pôle recherche et développement, la réduction des licenciements et la non relocalisation des postes. À partir du 24 septembre, les salariéEs touchéEs par le plan social décident de bloquer l'usine. Dès le départ et tout au long de la lutte, ils - elles seront soutenuEs par leurEs collègues de Berrias et des Vans. Jusqu'au 21 octobre, jour et nuit, les week-ends, les

ouvrierEs déterminéEs bloqueront l'entrée afin de ne laisser passer aucun camion. Le soutien des familles, de la population, des élus va s'organiser. Sous le barnum de camping installé devant l'usine, des repas seront improvisés.

Durant tout ce temps, les délégués syndicaux CGT ont interpellé la direction pour ouvrir des négociations. À l'image des grands patrons d'aujourd'hui et de leur valet à la présidence, c'est l'oreille sourde et l'autoritarisme d'usage.

Suite à la venue d'huissiers les 4 et 5 octobre, venant constater le blocage, un procès eut lieu le 11 octobre. L'issue du procès sera en faveur des salariéEs : il y a parfois une justice. Une réunion est programmée entre la direction, les organisations syndicales et l'inspection du travail afin de discuter des revendications des salariéEs : maintien de l'ourdissage client et de l'assemblage air à St-Julien, discussions sur des indemnités supra légales pour les licenciements et sur un appel à volontariat non restrictif pour le licenciement. Le 20 octobre, la direction annonce le retrait du "plan de sauvegarde de l'emploi" (plan de licenciement), des négociations seront donc réellement entamées.

La manifestation du 21 octobre, organisée par les salariéEs de St-Julien, sera celle de la victoire. À cette occasion, les manifestants se

sont rendus sur les deux autres usines de textile de la ville, Milliken et Contifibres, en appelant à la nécessaire solidarité entre ouvrierEs.

Ces dures journées de blocage ont aussi été de vrais moments de convivialité, à l'occasion de repas organisés en soutien à la lutte dans les manifestations où la caisse de solidarité s'est enrichie.

Le contexte national du mouvement en opposition à la contre-réforme des retraites a très certainement aidé à cette heureuse issue. Les manifestations ont permis aux grévistes de garder leurs motivations, de faire connaître leur lutte. Les chiens de garde du capitalisme ne se sont pas lancés à l'attaque, munis de gaz, matraques et autres matériel anti-démocratique, comme l'avait demandé P. Payen pour permettre le déblocage de l'usine.

Une bonne nouvelle vient de tomber dans ma boîte mail ce dimanche 21 novembre.

Pierre Payen, prenant acte de son échec, a démissionné pour laisser la place à son neveu. Celui-ci a déclaré ne pas être en accord avec la politique stratégique et sociale de l'entreprise développée ces 10 dernières années. Nous souhaitons aux salariéEs de l'usine Payen que ce changement de direction leur soit favorable.

Ils nous volent nos richesses, ils nous volent nos vies, entrons dans la lutte !

Mona

POÈME DÉDIÉ AU PEUPLE SAHRAOUI

Aux vaillants combattants
Du peuple sahraoui
Le soleil dans une main
Et la lune dans l'autre main
Je jure que la nuit
Aussi longue qu'elle soit
Ne peut vaincre l'aurore
Les nuages dans une main
Et les étoiles dans l'autre main

Je jure que l'exil
Aussi amer qu'il soit
Ne peut effacer l'espoir
Un fusil dans une main
Une fleur dans l'autre main
Je jure que la lutte et le combat
Aussi durs qu'ils soient
Ouvrent le chemin de l'amour
Le chemin de la liberté
Le chemin du soleil

contre la réforme des retraites

MOBILISATIONS EN SUD ARDÈCHE

Depuis le 7 septembre (sous des trombes d'eau) et après le succès du 24 juin, la population sud ardéchoise a défilé, bloqué, protesté, soutenu les grévistes, avec une première locale, à savoir une intersyndicale large, allant de la CNT (libertaire) à la CGT, en passant par la CFDT. Et cette intersyndicale, avec des revendications claires, en opposition avec les directions confédérales, a tenu jusqu'au bout, le 23 novembre. Elle a fonctionné en lien avec une AG interpro qui s'est réunie chaque jour au plus fort de la bataille. Les Alternatifs ont bien sûr été très présents, ils ont distribué massivement tracts, autocollants qui ornaient parfois la moitié des manifestants. Succès des « le gouverne-MENT », « vive la

grève », et surtout « qu'ils dégagent tous ! ». Nous avons, lors d'une manif avec stand, pu collecter près de 400 euros de soutien aux grévistes, remis à l'Union Syndicale "Solidaires". Les manifestations, cantonnées au départ au centre ville, sont devenues certains jours des blocages de ronds-points, efficaces. La population a été très nombreuse, variée, festive, déterminée et en colère. La contre réforme est pour l'instant passée, mais la détermination reste vivace !

Daniel



À CREST, UN JOYEUX ENTERREMENT AVEC TAMBOURS ET TROMPETTES !

Pour faire entendre au pharaon régnant que sa seule vraie place, à lui et à sa contre-réforme, c'est dans le sarcophage de l'oubli, le Collectif retraite du Val de Drôme avait invité tous ses ami-e-s à illustrer cette attente par une manifestation burlesque et néanmoins combative.

Le 11 novembre, nous étions plus de 200 à promener le « sarcophage » à travers la ville et à rendre à « notre » cher pharaon l'hommage qui lui revient.

Entraînée par les tambours et



les marionnettes des comédiens de rue de Transe Express, la troupe joyeuse et colorée, aux nombreux enfants déguisés, s'est répandue dans les rues, du monument de l'Insurgé jusqu'à la permanence de Mariton, en passant par l'Hôtel-de-Ville devant lequel il fut procédé à l'émouvante cérémonie du mariage du Gouvernement et de la Finance. Au cours des semaines précédentes, le Collectif retraite du Val de Drôme qui rassemble des citoyen-ne-s et des

organisations politiques et syndicales (Alternatifs, CGT, F.O, FSU, M'PEP, NPA, PCF et Parti de Gauche, SUD) avait déjà multiplié les actions spectaculaires ; de la diffusion de tracts en 4 langues - français, hollandais, anglais et allemand - lors du passage du Tour de France dans le Val de Drôme au baptême des rues de Crest en « Rue des Fossoyeurs », « Rue des Casseurs » et « Rue des Bonimenteurs. »

Michaël

